

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels

Samedi 1^{er} décembre 1951, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

Pages

Plainte pour activités hostiles dirigées contre la Yougoslavie par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de l'Albanie, ainsi que les Gouvernements de la Pologne et de la Tchécoslovaquie (A/1946, A/AC.53/L.10/Rev. 2) [fin].....	65
Organisation des travaux de la Commission.....	68

Président : M. Selim SÄRPER (Turquie).

Plainte pour activités hostiles dirigées contre la Yougoslavie par le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, les Gouvernements de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de l'Albanie, ainsi que les Gouvernements de la Pologne et de la Tchécoslovaquie (A/1946, A/AC.53/L.10/Rev. 2) [fin]

[Point 68*]

1. M. VERGIN (Turquie) estime que depuis 1948 la Yougoslavie est soumise à une pression extérieure ayant pour objet la désintégration économique et politique de ce pays. Il rappelle que la Yougoslavie demande aux Nations Unies de recommander aux gouvernements intéressés de prendre des mesures propres à mettre fin à la tension actuelle, et que la Yougoslavie s'engage pour sa part à respecter scrupuleusement toutes les règles qui seraient établies à cette fin.

2. Il ressort des déclarations de l'Union soviétique et des autres pays d'Europe centrale intéressés que nul ne nie l'existence de la tension actuelle, mais que chacune des parties cherche à en rejeter la responsabilité sur l'autre.

3. Le représentant de la Turquie estime, dans ces conditions, que la Commission doit prendre acte de la tension qui existe entre la Yougoslavie, d'une part, et, d'autre part, les pays mentionnés dans le projet de résolution de la Yougoslavie (A/AC.53/L.10/Rev.2). La Commission doit ensuite rechercher les causes de cette tension.

4. En dépit des tentatives de réfutation de l'URSS et des autres États intéressés, le représentant de la Turquie a conscience des difficultés auxquelles se heurte la Yougoslavie. Il estime intéressant à cet égard de relever certaines allégations tendancieuses qui ont été formulées à la Commission. Au cours de la 10^e séance, le représentant de l'Union soviétique a cru devoir faire mention, dans des termes entièrement inexacts, de l'aide militaire accordée par les États-Unis à la Turquie. Les services diplomatiques de l'URSS étant toujours très bien documentés, M. Vergin

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

estime qu'il ne peut s'agir que d'une mauvaise foi évidente. En dénaturant l'effort légitime que la Turquie accomplit pour assurer son indépendance et sa sécurité, l'Union soviétique ne peut que renforcer les doutes et les suspicions de la Turquie à l'égard des intentions de l'URSS. Il ajoute que la Turquie désire vivre en paix avec tous ses voisins et est disposée à respecter scrupuleusement les droits d'autrui.

5. La délégation turque se prononce pour le projet de résolution révisé de la Yougoslavie dont elle juge les termes entièrement conformes aux buts et principes des Nations Unies.

6. M. SOBOLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime significatif que la plupart des orateurs qui se sont ralliés au bloc anglo-américain se soient abstenus de commenter le fond même des accusations de la Yougoslavie. Le représentant de la France a notamment déclaré qu'il n'était pas nécessaire d'examiner le fond de la plainte après l'exposé complet qui a été fait par le représentant de la Yougoslavie. Il ressort clairement de ce silence que la plainte de la Yougoslavie a pour objet de détourner l'opinion publique, dans le monde et en Yougoslavie, de la politique de trahison des dirigeants yougoslaves, qui livrent le peuple de leur pays aux impérialistes américains et font de la Yougoslavie un instrument de la politique d'agression des États-Unis.

7. Le représentant des États-Unis a déclaré (11^e séance) que son pays accorde à la Yougoslavie une aide économique et militaire en dépit de son régime communiste. Il n'a pas expliqué pourquoi les États-Unis font exception à cet égard à leur politique générale. L'explication est assez simple : les monopoles américains n'ont aucun doute sur le caractère fasciste du régime yougoslave et savent que la politique des dirigeants yougoslaves a pour objet de transformer ce pays en une colonie américaine, une base militaire américaine.

8. M. Sobolev fait observer que les États-Unis ne sont pas venus en aide à la Yougoslavie lorsque celle-ci a dû panser les blessures de la deuxième guerre mondiale et ne lui ont pas ouvert de crédits pour reconstruire ses usines et ses maisons détruites. Ils ne lui ont accordé de crédits que lorsqu'il s'est agi de construire des aérodromes, des routes

stratégiques et des bases militaires. Si l'on pouvait encore douter que la plainte yougoslave soit inspirée par les États-Unis, ce doute ne saurait subsister après l'intervention du représentant des États-Unis, qui a soutenu en bloc les accusations sans fondement de la Yougoslavie et en a ajouté d'autres de son cru.

9. La délégation de l'Union soviétique estime que la Commission politique spéciale doit repousser le projet de résolution yougoslave, qui repose sur des calomnies et des insinuations dirigées contre l'URSS et les pays de démocratie populaire.

10. M. DJILAS (Yougoslavie) constate que les représentants des pays de l'Europe orientale, au lieu d'essayer de réfuter les accusations de la Yougoslavie, ont préféré formuler contre elle des griefs qui, par leur nature même, ne peuvent être vérifiés par la Commission. Il fait observer que, même si la Yougoslavie était coupable, il faudrait encore se demander pourquoi les gouvernements des pays de l'Europe orientale se sont immiscés dans les affaires d'un autre État et se refusent à normaliser leurs relations avec la Yougoslavie.

11. Fait significatif, le représentant de l'URSS n'a pas même osé mentionner la question des relations politiques, alors que, dans ce domaine, la question est beaucoup plus simple et n'exige pas de longues vérifications.

12. M. Djilas fait observer que ses contradicteurs n'ont fait aucune mention des déclarations du Kominform, ni des déclarations des chefs de gouvernements qui constituent les incitations directes à la révolte en Yougoslavie. Ils n'ont pas parlé des violations des traités de paix signés avec la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie, ni de la propagande de haine menée contre la Yougoslavie.

13. Les représentants des pays d'Europe orientale n'ont pas réfuté les témoignages invoqués par la Yougoslavie en ce qui concerne l'extermination des minorités yougoslaves dans les pays du Kominform, ce qui prouve les intentions esclavagistes du Gouvernement de l'Union soviétique à l'égard des peuples de la Yougoslavie. La persécution de ces minorités démontre que, non seulement l'URSS et les pays d'Europe orientale n'ont pas pu convaincre les populations de Yougoslavie, mais qu'ils n'ont même pas pu convaincre les minorités yougoslaves qui vivent sous le contrôle de leur police. Ils se sont contentés d'inventer de toutes pièces de prétendues persécutions des minorités nationales en Yougoslavie.

14. M. Djilas apporte ensuite des précisions sur le cas de la citoyenne soviétique Demidenko, et rappelle, à ce sujet, que, dès 1949, le Gouvernement yougoslave a proposé au Gouvernement de l'URSS, par la voie diplomatique, de rapatrier tous les citoyens soviétiques qui en exprimeraient le désir. Aucune réponse n'a été faite à cette proposition.

15. Le représentant de la Yougoslavie ne se donnera pas la peine de réfuter les mensonges concernant les divers procès qu'ont mentionnés les représentants du bloc soviétique. Le but véritable de ces procès est de répandre la terreur et de préparer l'agression contre la Yougoslavie. Le fait que ces procès sont utilisés comme le principal et peut-être le seul argument contre la Yougoslavie montre qu'ils n'ont, en aucune façon, constitué une mesure d'ordre judiciaire, mais qu'ils ont été l'instrument d'une politique déterminée. Ces procès, affirme l'orateur, sont montés de toutes pièces et n'ont pour but que de justifier la dénonciation des traités et conventions, et les mesures de blocus économique prises par tout un groupe de pays contre la Yougoslavie.

16. Le représentant de la Yougoslavie revient sur l'assertion du représentant de l'URSS suivant laquelle la Yougoslavie aurait manqué à ses engagements et n'aurait pas livré certaines marchandises dans les délais fixés. Il ne conteste pas que des retards se soient produits, en raison des difficultés inhérentes à la situation qui a suivi la guerre. Il signale que des procédures d'arbitrage étaient prévues pour résoudre ce genre de difficulté. Au lieu d'y recourir, huit pays ont rompu unilatéralement et simultanément leurs relations économiques avec la Yougoslavie, et cela en invoquant des raisons strictement politiques.

17. M. Djilas tient également à rectifier certaines déclarations du représentant de l'URSS relativement à l'aide accordée par ce pays à la Yougoslavie. Il indique notamment que le crédit de 795 millions de roubles ouvert à la Yougoslavie se composait en grande partie de crédits d'investissement qui se montaient à 135 millions de dinars, en vertu d'un accord conclu en 1947. Sur ce total, la Yougoslavie n'avait reçu en 1949 que des fournitures dont le montant ne dépasse pas 800.000 dollars. M. Djilas signale en outre que, d'une façon générale, les renseignements statistiques fournis par les représentants de l'URSS, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne ont été maquillés, et ne méritent aucune créance.

18. Les délégations de ces pays ont également travesti la vérité à propos des incidents de frontières, et certaines des versions qu'on a données de ces incidents ne résistent pas à l'examen. Des erreurs de dates et des contradictions montrent que l'on cherche à faire retomber la responsabilité sur la Yougoslavie. Lesdits incidents révèlent, d'ailleurs, un état de tension que les voisins de la Yougoslavie cherchent à entretenir. Pour sa part, la Yougoslavie ne demande qu'à y mettre fin, et à les régler par le moyen de commissions mixtes de frontière.

19. M. Djilas s'élève contre l'attitude des représentants de l'URSS, de la RSS de Biélorussie et de la RSS d'Ukraine, qui ont formulé devant la Commission des assertions empruntées à la propagande soviétique. Il est faux que la Yougoslavie ait abrogé la loi sur les nationalisations. Il est tout aussi faux que la Yougoslavie ait envoyé six divisions en Corée, comme l'a prétendu la propagande radiophonique hongroise. De même, il est faux que les pays du bloc occidental aient mis la main sur l'économie yougoslave. Il n'y a en Yougoslavie aucune entreprise financée par le capital étranger.

20. Le représentant de la Yougoslavie dément également que la Yougoslavie ait été libérée par l'armée rouge. S'il est exact que cette armée a participé à la libération du huitième de la superficie du territoire yougoslave, il ne faut pas oublier que les armées yougoslaves ont retenu et annihilé des dizaines de divisions italiennes et allemandes, et qu'elles ont de ce fait aidé l'armée rouge et les autres armées alliées. La Yougoslavie s'est libérée à l'aide de ses propres forces, et elle entend rester libre. Elle ne nourrit aucune ambition de conquêtes, quoi que puissent prétendre les représentants du bloc soviétique. Lorsque, notamment, ces derniers déclarent que la Yougoslavie cherche à conquérir l'Albanie, cette affirmation est dénuée de tout fondement. La Yougoslavie a en effet aidé l'Albanie dans la mesure de ses moyens, à une époque où elle entretenait des relations diplomatiques avec cet État. On peut en trouver la preuve dans un texte emprunté aux *Izvestia* du 11 janvier 1948, où il est fait état de l'aide accordée à l'Albanie par la Yougoslavie. M. Djilas donne lecture de ce document et ajoute que, lorsque le Gouvernement albanais a rompu les relations diplomatiques avec la Yougoslavie, c'est sous la pression du Gouvernement de l'URSS qu'il a agi.

21. M. Djilas s'élève encore contre les déclarations des représentants du bloc soviétique, qui se sont efforcés de prouver que la Yougoslavie est en train de devenir une base militaire américaine, puisque les États-Unis l'ont aidée et lui ont fourni des armes. On peut opposer à cet argument que l'Union soviétique elle-même a bénéficié de l'aide américaine sans devenir pour cela un pays asservi aux États-Unis. Il est normal, au surplus, que la Yougoslavie ait cherché à rééquiper son armée, alors que l'URSS armait la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie, en contravention avec les clauses des traités de paix. En s'armant à nouveau, la Yougoslavie se borne à améliorer sa défense contre des menaces d'agression. Cela ne signifie pas, comme aurait voulu le prouver le représentant de l'URSS, que l'état-major américain ait pris le commandement de l'armée yougoslave. M. Djilas tient à ce sujet à rappeler au représentant de l'Union soviétique qu'un petit pays peut fort bien entretenir avec un pays plus important d'autres rapports que des relations de subordination.

22. Les affirmations des représentants du bloc soviétique relativement à la terreur qui régnerait en Yougoslavie sont également fantaisistes. La Yougoslavie est un pays où les touristes, les diplomates et les journalistes circulent librement. Ils ont pu constater que la terreur ne régnait pas en Yougoslavie et qu'il n'y avait en Yougoslavie ni camps de concentration ni camps de travail forcé.

23. En terminant, M. Djilas tient à rappeler que son gouvernement a proposé à plusieurs reprises de régler de façon pacifique toutes les questions litigieuses en suspens. Il mentionne à ce sujet les déclarations formulées en 1948, 1949 et 1950 devant l'Assemblée générale des Nations Unies par le représentant de la Yougoslavie. Il cite également une déclaration du maréchal Tito dont le texte est reproduit dans le Livre blanc yougoslave (document 287). Toutes ces propositions, tous ces appels à la détente sont restés sans réponse. La lutte que la Yougoslavie mène pour son indépendance nationale reflète le désir de son peuple de vivre en paix. En présentant son projet de résolution, le Gouvernement de la Yougoslavie a voulu faire un nouvel effort pour normaliser ses relations avec les pays voisins.

24. M. Djilas ne croit pas pouvoir accepter la proposition du représentant d'Israël (13^e séance) tendant à amender le premier considérant du projet de résolution. C'est un fait que la Yougoslavie a déposé une plainte, et il importe, pour que le projet de résolution ait un sens, que cette plainte soit mentionnée.

25. M. Djilas exprime l'espoir que le projet de résolution présenté par sa délégation sera adopté à une importante majorité, et il demande au Président de vouloir bien faire procéder au vote paragraphe par paragraphe.

26. Le PRÉSIDENT indique qu'en application des dispositions de l'article 127 du règlement intérieur il autorisera les explications de vote après le scrutin en limitant la durée des interventions à cinq minutes.

27. Le Président met alors aux voix le projet de résolution de la Yougoslavie (A/AC.53/L.10/Rev.2) paragraphe par paragraphe.

PRÉAMBULE

Par 48 voix contre 5, avec 4 abstentions, le premier paragraphe du préambule est adopté.

Par 51 voix contre 5, avec 2 abstentions, le deuxième paragraphe est adopté.

Par 52 voix contre 5 le troisième paragraphe est adopté.

Par 53 voix contre 5 le quatrième paragraphe est adopté.

DISPOSITIF

Paragraphe premier

Par 52 voix contre 5, avec une abstention, le paragraphe 1 du dispositif est adopté.

Paragraphe 2

Par 52 voix contre 5, avec une abstention, l'alinéa a du paragraphe 2 est adopté.

Par 52 voix contre 5, avec une abstention, l'alinéa b est adopté.

Par 51 voix contre 5, avec une abstention, l'alinéa c est adopté.

Par 50 voix contre 5, avec 2 abstentions, l'ensemble du projet de résolution est adopté.

28. M. MALOLES (Philippines) estime que, si la Commission n'est pas en mesure de vérifier les faits sur lesquels s'appuient les accusations qu'elle a entendues, il semble néanmoins que les déclarations de la Yougoslavie sont solidement étayées. La délégation des Philippines estime que la Sous-Commission pour les Balkans pourrait jouer un rôle utile dans le règlement de ce différend en déterminant le bien-fondé des allégations formulées de part et d'autre. Aussi serait-elle disposée à appuyer toute recommandation tendant à inviter les parties en cause à avoir recours aux bons offices de cette sous-commission. Si, de par leur situation géographique, les Philippines se trouvent éloignées de la Yougoslavie, elles n'en portent pas moins le plus vif intérêt à l'indépendance et à l'intégrité de ce pays, qui symbolisent à leurs yeux l'indépendance et l'intégrité de tous les petits États. La délégation des Philippines a donc appuyé le projet de résolution de la Yougoslavie afin d'assurer le respect des dispositions de la Charte, notamment des paragraphes 3 et 4 de l'Article 2.

29. M. BARRINGTON (Birmanie) indique que sa délégation n'est pas en mesure de déterminer ce qui justifie les accusations entendues par la Commission ; mais le projet de résolution qui vient d'être adopté ne demande pas à la Commission de prononcer un jugement. Il est clair qu'il existe un dangereux état de tension entre la Yougoslavie et les autres États énumérés dans le projet de résolution ; ce dernier ne fait que suggérer des moyens parfaitement conformes à l'esprit de la Charte et à la pratique internationale en vue de mettre fin à cette tension. La délégation de la Birmanie a voté pour le projet de résolution, car le principe du règlement pacifique des différends est à la base, tant de la Charte que de la politique du Gouvernement de la Birmanie. Aucune des parties en cause ne sera victorieuse si le projet de résolution qui vient d'être adopté est mis en œuvre. Seule la paix sortira victorieuse.

30. M. MORENO (Panama) a voté pour le projet de résolution afin que le problème soit étudié de façon impartiale et que le principe de la coopération pacifique des peuples soit respecté. Le projet de résolution traduit le désir de la Yougoslavie de vivre en paix avec ses voisins et d'éviter toute friction susceptible de mettre en danger la paix du monde. La délégation du Panama doute cependant que cette résolution soit effectivement mise en œuvre.

31. M. NEHRU (Inde) rappelle que les divers discours prononcés devant la Commission ont confirmé la gravité de la tension sur laquelle la Yougoslavie avait attiré l'attention de l'Organisation. La délégation de l'Inde a appuyé de son vote le projet de résolution de la Yougoslavie, non seulement parce qu'il est fondé sur les principes de la Charte, mais encore parce qu'il s'inspire d'un esprit pratique et raisonnable. Certains ont tenté de remonter aux causes du différend et de déterminer les responsabilités.

M. Nehru constate que ces considérations sont absentes du projet de résolution ; il estime du reste que nul ne saurait se prononcer sans qu'une enquête approfondie ait d'abord été effectuée par un organe impartial. En l'absence d'une telle enquête, l'Organisation ne prononce aucun jugement ; elle se borne à constater un état de fait et à inviter les gouvernements intéressés à remplir leur devoir d'États Membres et d'États sincèrement épris de paix.

32. M. DE BEAUMONT (France) n'intervient que parce que la délégation française a été mise en cause, et afin d'apporter les éclaircissements qui lui semblent s'imposer. M. de Beaumont n'a jamais prétendu qu'il n'importait pas de fournir des preuves dans un débat d'où pourrait sortir la condamnation d'une des parties en cause. Cependant, en l'occurrence, la Commission n'a pas pour rôle de juger, mais de rappeler les parties au respect de certains principes. M. de Beaumont ne croit d'ailleurs pas que l'intervention de la délégation française ait donné lieu à confusion : les comptes rendus publiés par la presse témoignent bien que tel n'est pas le cas.

33. M. NOTOWIDIG-DO (Indonésie) dit que, sans entrer dans le détail des diverses accusations qu'elle a entendues, la délégation de l'Indonésie tient à souligner le souci qu'elle éprouve devant la tension qui règne dans les Balkans et les préoccupations que suscitent en elle les menaces planant sur la paix de cette région et par conséquent sur la paix du monde entier. En appuyant le projet de résolution de la Yougoslavie, la délégation de l'Indonésie exprime l'espoir que les recommandations de l'Assemblée générale seront suivies par tous les États épris de paix.

34. M. TABIBI (Afghanistan) déclare que, eu égard au manque de données précises sur la situation, en raison aussi des divergences d'opinion exprimées devant la Commission, sa délégation s'est abstenue sur le préambule du projet de résolution et sur l'ensemble de ce texte. Elle a appuyé le dispositif parce qu'il est pleinement conforme à la Charte. M. Tabibi espère que le projet de résolution sera mis en œuvre dans un esprit amical.

35. M. CASTRO (Salvador) n'est pas intervenu dans le débat général, non pas parce qu'il n'avait pas conscience de la gravité de la situation, mais parce qu'il avait le sentiment de permettre à la Commission d'accélérer ses travaux en ne formulant ses observations qu'au moment du vote. Avant même que la plainte de la Yougoslavie n'ait été portée devant l'Organisation, la gravité de la situation qui régnait dans la région n'était ignorée de personne. Quand bien même la Yougoslavie n'aurait pas saisi l'Organisation de sa plainte, les accusations formulées par l'URSS suffiraient à donner une idée de la gravité de la tension et justifieraient la recommandation de mesures destinées à l'atténuer. La délégation du Salvador estime qu'en l'occurrence il était impossible de s'abstenir. Bien qu'elle ait souvent été opposée à la Yougoslavie dans des discussions assez vives, elle est convaincue que l'importance des principes en jeu — il s'agit à la lettre de l'indépendance et la vie d'un État — justifierait la position qu'elle a prise. La tension actuelle pourrait faire craindre que la Yougoslavie ne soit que le premier foyer d'une action hostile qui se développerait par la suite et qui compromettrait la paix universelle. Pour ces raisons, la délégation du Salvador a voté pour le projet de résolution de la Yougoslavie, qui ne contient aucune condamnation et qui invite les parties à respecter les principes de la Charte. En terminant, le représentant du Salvador exprime l'espoir que la sous-commission des Balkans se saisira du problème.

36. M. PLAZA (Venezuela) a voté en faveur du projet de résolution de la Yougoslavie, parce que les principes qui l'inspirent constituent le critère appliqué par le Venezuela dans ses relations internationales. La modération exemplaire dont la Yougoslavie a fait preuve est tout à son honneur, et le projet de résolution adoptée par la Commission mérite le respect de tous les peuples épris de paix. M. Plaza espère que cette résolution ne demeurera pas lettre morte, mais qu'elle sera effectivement exécutée.

37. M. GASHAOU (Ethiopie) estime que les États Membres ont le devoir de se prêter un appui réciproque lorsqu'il s'agit de faire adopter des mesures ayant pour objet d'assurer le maintien ou le rétablissement de relations amicales entre les gouvernements. Les recommandations figurant dans la résolution sont toutes conçues à cette fin, et elles sont adressées impartialement à tous les intéressés, sans prononcer la condamnation d'aucune partie. Pour ces raisons, la délégation de l'Éthiopie les a appuyées de son vote.

38. M. VAN GLABBEKE (Belgique) a voté le projet de résolution tant pour les raisons qu'il a déjà indiquées que parce que la dernière intervention du représentant de la Yougoslavie est encore venue confirmer sa conviction. Les troisième et quatrième paragraphes du préambule du texte soumis à la Commission rappellent les principes de la Charte, et l'on ne saurait concevoir qu'un État Membre de l'Organisation puisse voter contre des principes sur lesquels repose l'Organisation tout entière. Dans le premier paragraphe du dispositif, la Commission prend acte des déclarations par lesquelles le Gouvernement yougoslave s'engage à exécuter les recommandations figurant dans le projet de résolution et par conséquent à régler le différend de façon pacifique. Là encore, il serait inconcevable qu'on puisse voter contre un texte qui souligne la nécessité de respecter la règle du droit. La délégation belge a donc appuyé ces paragraphes de son vote, car elle craint qu'un pays qui ne respecte pas la règle du droit n'en vienne inévitablement à employer la force.

Organisation des travaux de la Commission

39. Le PRÉSIDENT annonce qu'à sa prochaine séance la Commission examinera le point 3 de son ordre du jour, intitulé : « Établissement d'une commission internationale impartiale, sous le contrôle des Nations Unies, chargée d'effectuer dans la République fédérale d'Allemagne, à Berlin et dans la zone soviétique d'Allemagne, une enquête simultanée en vue de déterminer si les conditions qui y existent permettent d'organiser, dans tous ces territoires, des élections revêtant un caractère de réelle liberté ».

40. Sir Gladwyn JEBB (Royaume-Uni) demande à la Commission de bien vouloir reporter l'examen de cette question à la séance du mardi 4 décembre, afin de permettre au chef de la délégation du Royaume-Uni, qui ne pourrait assister à la séance du lundi 3 décembre, de présenter la question.

41. M. PATIJN (Pays-Bas) propose de supprimer la séance prévue pour le lundi 3 décembre et de prévoir deux séances le mardi 4, ce qui permettrait de satisfaire le vœu de la délégation du Royaume-Uni sans perdre un temps précieux.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 heures.